

DEFORESTATION et CHANGEMENT CLIMATIQUE

Le développement non durable du Gouvernement Lula

“essayer de la glace en période de réchauffement climatique”

vendredi 18 avril 2008, par [TELES MELO João Alfredo](#) (Date de rédaction antérieure : 24 février 2008).

Le texte ci-dessous reprend, sous une forme très réduite, le contenu d’une contribution présentée au séminaire « Climat », tenu du 22 au 26 février 2008 à l’Institut international de Recherche et de Formation (IIRF), Amsterdam. Voir à ce sujet : [Séminaire international sur le changement climatique](#)

La version anglaise de la contribution au séminaire, beaucoup plus longue, est aussi disponible sur le site d’ESSF : [The Brazilian government’s \(un\)sustainable policy for climate change and the response of civil society](#)

Sommaire

- [Dévastation de l’Amazonie](#)
- [Un « bon » ministre ne suffit](#)
- [Terres indigènes menacées](#)

La nouvelle de la recrudescence du déboisement en Amazonie arrive au pire moment pour le Gouvernement Fédéral brésilien, qui s’apprêtait à commémorer, pour l’année écoulée, la réduction, pour la troisième année consécutive, de l’indice de déforestation, car celui-ci avait atteint un des niveaux les plus bas – bien qu’encore extrêmement élevé – depuis que les mesures par satellite ont commencé à être en vigueur : 11.224 km², pour la période 2006/2007.

Dévastation de l’Amazonie

L’alerte liée à cette reprise avait déjà été lancée depuis le milieu du second trimestre 2007. Le 23 septembre, le journal *O Globo* titrait : “La dévastation de l’Amazonie s’aggrave à nouveau : les incendies en zones forestières augmentent de 30% cette année par rapport à 2006 et les scieries travaillent à plein régime.” (Rodrigo Taves). Le 16 octobre, c’était le tour de l’*Estado de São Paulo* de dénoncer, à partir de données fournies par le Système d’Alerte à la Déforestation (SAD), géré par les ONG Imazon et ICV : “*La déforestation recommence à augmenter et oblige le gouvernement à revoir son plan pour l’Amazonie*”. On y apprend que la dévastation de l’état du Mato Grosso (aux côtés du Pará et du Rondônia, les champions de la déforestation), “à fait un bond de 107% sur la période de juin à septembre, en comparaison avec la même période de 2006” (Cristina Amorim).

La Ministre de l'Environnement elle-même, Marina Silva a reconnu, à présent, qu'il est *“déjà possible de dire que l'augmentation du prix du soja, le développement de l'élevage en Amazonie, et l'abattage des arbres pour les industries sidérurgiques de ferro-gusa sont les causes principales du déboisement. Ses collaborateurs ont rappelé que l'abattage forestier a eu lieu principalement dans les états de Mato Grosso, Rondônia et Pará, états dans lesquels ces secteurs économiques ont beaucoup progressé ces dernières années.”* (O Estado de São Paulo, 24.01.2008).

La question de la variation des prix des matières premières agricoles avait déjà été considérée par les ONG comme une des causes - encore qu'à cette époque le gouvernement ne voulait pas l'admettre - de la chute de la déforestation à partir d'août 2004 (après le pic de 26.130 km², enregistré entre août 2003 et août 2004). Dans la publication *“Il a manqué l'action au Plan d'Action”*, Greenpeace, parmi les facteurs qui avaient contribué à la chute des indices, indiquait que le moment était *“défavorable pour les marchandises agricoles brésiliennes sur le marché mondial”*. L'optimisme des producteurs, qui stimula le fort déboisement de la période 2003/2004, fut vaincu par la réduction des prix du soja et par la survalorisation du réal par rapport au dollar. Le chiffre d'affaires du secteur des grains en général dans le pays - 47 milliards d'US\$ pour la récolte 2004/2005 - chuta de 13 milliards d'US\$ par rapport à la récolte précédente” (Greenpeace, 2005, pág. 7).

Evidemment, on ne peut pas ignorer le fait que les actions du gouvernement ont contribué, également, à la chute qui s'est manifestée de 2004 à 2007. Ainsi, la création de grandes zones protégées ; la réalisation de grandes opérations conjointes par l'Ibama et la Police Fédérale, qui ont conduit à la saisie de bois vendu illégalement et à la mise en prison de fonctionnaires corrompus, en plus de marchands de bois et de lobbyistes ; parmi d'autres mesures ayant eu un impact - certaines d'entre elles ayant été mises en œuvre après l'assassinat de Ir. Dorothy, en février 2005 - on doit reconnaître des mesures importantes dans le combat contre le déboisement, les incendies et la violence dans la région amazonienne.

Un « bon » ministre ne suffit pas

Pourtant, la reprise vigoureuse de la déforestation montre que même la présence de Marina Silva au portefeuille de l'Environnement n'est pas suffisante pour être à la hauteur du défi que représente une politique efficace en matière de lutte contre le réchauffement climatique. Symbole de la lutte environnementale, au point d'avoir récemment été citée par le journal britannique *The Guardian* comme une des 50 personnalités qui peuvent aider à sauver la planète, Marina - qui a une histoire politique et personnelle emblématique - est héritière d'une autre icône de la lutte sociale et environnementale brésilienne, Chico Mendes, seringueiro comme elle, assassiné au siècle passé pour avoir lutté en défense de la forêt.

La question est ailleurs. Ou, pour utiliser un concept que la ministre elle-même aime utiliser, il manque une *“transversalité environnementale”* dans les actions du gouvernement, prises comme un tout, et marquées par le binôme environnement / développement, vis-à-vis de la question des changements climatiques. Il suffit de rappeler qu'alors que Marina rendait l'élevage et le soja responsables de cette dévastation, un autre ministre du gouvernement Lula, Reinold Stephanes, ministre de l'agriculture, défendait avec emphase l'agrobusiness. Ouvrons ici une parenthèse pour faire allusion au fait que ce membre du gouvernement défend la plantation de canne à sucre pour l'éthanol en Amazonie, et que son ministère est responsable de toutes les politiques du secteur qui a été jugé responsable de la dégradation de la forêt (lors d'un autre affrontement avec le précédent ministre de l'agriculture, Roberto Rodrigues, Marina a été vaincue avec l'introduction de plantes transgéniques dans le pays).

L'alliance avec l'agrobusiness...

L'alliance sociale et politique, vantée par le gouvernement, avec l'agrobusiness, qui a son représentant au parlement brésilien avec le groupe ruraliste, est fondamentale pour le modèle économique adopté et pour la soit-disant "gouvernabilité". Dans l'économie, l'exportation de produits en provenance de l'agriculture et de l'élevage a un poids important pour l'équilibre de la balance commerciale. Au Congrès, sa présence au sein de la base qui soutient le gouvernement confère au groupe ruraliste une position privilégiée pour recevoir des faveurs, des privilèges - qui se traduisent presque toujours, en plus des postes au sein de la structure du gouvernement, par de généreux abattements sur leurs dettes agricoles auprès des institutions financières officielles - afin de garantir l'approbation des textes législatifs qui intéressent l'Exécutif.

... incite à la monoculture de canne à sucre pour l'éthanol combustible

C'est cette alliance qui, avec un faux discours "vert", incite à la monoculture de canne à sucre pour produire de l'éthanol combustible, laquelle s'est montrée insoutenable, tant du point de vue social - du fait de la surexploitation des coupeurs de canne et de la substitution aux cultures de subsistance - que du point de vue environnemental, puisque son expansion non seulement implante le soja et l'élevage encore plus à l'intérieur de la forêt, mais est également responsable de la dégradation d'un autre grand biome brésilien, le Cerrado, qui est la savane possédant la plus grande biodiversité de la planète.

Une étude de l'Institut Société, Population et Nature (ISPN) a conclu que *"des zones importantes pour la préservation et l'utilisation durable de la biodiversité du Cerrado, qui devaient être protégées, sont accaparées par les cultures de canne à sucre pour produire de l'éthanol. Cela signifie que les ressources naturelles, la vie des populations rurales et la sécurité alimentaire de la région peuvent être compromises"*. On y dénonce le fait que le Cerrado, qui représente environ deux millions de kilomètres carrés, a déjà perdu la moitié de sa couverture végétale naturelle, les causes du déboisement étant liées à *"l'agriculture et à l'élevage pratiqués jusque dans des zones qui devraient être protégées et qui sont la base de l'étude de l'ISPN"*. Selon Nilo Dávila, assesseur de politiques publiques de cette entité, *"malgré le fait qu'il n'y ait pas de supervision officielle, on estime que le déboisement dans la région tourne autour de 1,1% par an, ce qui équivaut à la destruction de près de 22.000 km² par an, plus que la déforestation en Amazonie"* (www.ispn.org.br).

C'est cette solide alliance du gouvernement Lula avec le capital dans l'agriculture et l'élevage qui explique le fait que l'un des plus grands bénéficiaires de ce qui s'appelle le Plan pour l'Accélération de la Croissance (un ensemble d'actions, de politiques, d'entreprises, qui forment le fer de lance de la politique de développement du gouvernement brésilien), dans la fine analyse de Gerson Teixeira soit *"l'agrobusiness exportateur, en particulier, dans sa trajectoire expansive vers le nord"* ("Le Programme d'Accélération de la Croissance et l'Environnement", Mimeo, 2007, page 7). Teixeira y constate que pour baliser l'expansion de l'agrobusiness en Amazonie, le PAC prévoit des investissements massifs sur le binôme "énergie et asphalte", en plus des voies navigables, investissements qui, parmi d'autres effets, briseront les principales barrières qui existent pour cette activité dans cette région et permettront leur transformation en voie d'accès aux marchés internationaux de produits d'autres régions" (*idem, ibidem*).

Autrement dit, le même gouvernement qui annonce de rudes mesures de combat contre la déforestation, comme le récent Décret 6321/2007 - qui *"prend des dispositions en matière d'actions relatives à la prévention, à la supervision et au contrôle de la déforestation dans le Biome Amazonien"* - réalise de lourds investissements publics en infrastructures (routes, voies navigables, énergie) qui pourront faire de l'Amazonie, toujours selon la percutante analyse de Teixeira, non

seulement une grande frontière pour l'énergie électrique, mais également *"la dernière frontière pour l'agrobusiness brésilien"* (*idem*, page 8).

Tout cela sans parler des lignes de financement, à intérêt bonifié, par la Banque de l'Amazonie, le PRONAF et le FNO, à destination de l'élevage, comme la presse l'a déjà signalé, à partir de l'étude réalisée par les Amis de la Terre - Amazonie où l'on a constaté que c'est dans cette même région que s'explique 94% de l'augmentation du nombre de têtes de cheptel enregistré dans le pays entre 2003 et 2006. Sur les 10.334.668 nouvelles têtes de bétail enregistrées au Brésil par l'IBGE, sur la période considérée, 9.680.511 se trouvaient sur le territoire amazonien. (*"Le règne du bétail. Une nouvelle phase de la transformation de l'Amazonie en terre d'élevage"*).

Terres indigènes menacées

Au-delà des impacts sur la faune et la flore, le gouvernement lui-même reconnaît, selon des informations du Conseil Missionnaire Indigéniste, que 201 réalisations du PAC interfèrent avec des terres indigènes, dont 21 avec des villages isolés. Parmi ces ouvrages, on trouve les barrages de Santo Antônio et Jirau, sur le fleuve Madeira (RO), qui vont avoir un impact sur des groupes d'indiens isolés vivant dans la région ; l'usine hydroélectrique de Belo Monte, sur le fleuve Xingu (PA), qui touche des terres des peuples Arara, Xincrin et Juruna ; l'usine hydroélectrique de Estreito, sur le fleuve Tocantins, qui affecte les terres indigènes Avá Canoeiro, Kraolândia, Filni-ô, Xerente, Apinayé, Krikati et Mãe Maria ; la fin de la construction de la BR-156 dans le Amapá, qui coupe 40 km de terres des peuples Galibi-Marworno, Palikur et Karipuna ; la fin de la construction de la BR - 242, dans le Tocantins, qui touche les peuples de l'Ile du Bananal : Avá Canoeiro, Javaé, Karajá et Cara Preta. A aucun moment, jusqu'à présent, il n'y eut la moindre consultation préalable de ces peuples, ce qui dénote le profond mépris des droits des peuples indigènes.

La preuve la plus importante du fait qu'il n'y a pas de politique environnementale intégrée transversalement avec les autres secteurs du gouvernement, c'est précisément ce Plan d'Accélération de la Croissance, qui, de fait, est le nom du projet de développement pour le second mandat du Président Lula. Y sont prévues, en sus de ce qui a déjà été mentionné, d'autres actions qui attentent à l'environnement et au climat de la planète, telles que la construction de 77 usines thermoélectriques (dont la majorité fonctionneront au charbon et au fioul), la reprise du programme nucléaire brésilien, la transposition du Fleuve São Francisco, la construction des usines hydroélectriques - déjà mentionnées - sur le Fleuve Madeira (qui paraissait dès le départ contraire aux exigences de l'organe de l'environnement, du fait de l'impact social et environnemental causé), l'aide à la sidérurgie (avec l'exonération de l'Impôt sur les Produits Industriels (IPI) pour l'acier) etc.

Par conséquent, le caractère non durable de la politique de développement du gouvernement brésilien ne concerne pas que l'Amazonie - où le PAC pousse à la continuation de la déforestation - mais il touche aussi les autres domaines - énergie, industrie, transports - responsables de l'émission de gaz à effet de serre. Il ne sert à rien de faire un plan - avec ses aspects de prévention, de soulagement et d'adaptation - élaboré par seulement un ou deux ministères, si au centre des politiques publiques mises en œuvre ou stimulées par le gouvernement - avec des investissements, des crédits, des incitatifs fiscaux et des subventions - on retrouve l'idéologie du développement à tout prix, où l'économie prend le dessus sur le social et sur l'écologie, où le gouvernement se rend à la logique du marché, et où les politiques environnementales se situent encore - et de quelle manière ! - en marge des grands processus décisionnels.

* Cette version française du rapport de João Alfredo Telles Melo a été publiée sur le site de la LCR-SAP de Belgique.

* João Alfredo Telles Melo est avocat au Brésil, professeur de Droit de l'Environnement, ex-député fédéral et consultant de Greenpeace en matière de politiques publiques et actuellement membre du P-SOL.